

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIAVERINA ETS SARL

535 rue du Pont
BP 19
42120 Commelle-Vernay

Références : UID4243 MEA 025 0267
Code AIOT : 0006101175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement CHIAVERINA ETS SARL implanté Lieu dit Vernay 42120 Commelle-Vernay. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du suivi de l'exploitation et de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de renouvellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIAVERINA ETS SARL
- Lieu dit Vernay 42120 Commelle-Vernay
- Code AIOT : 0006101175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté du 24/06/2011 pour une durée de 15 ans. Elle arrive donc à échéance en juin 2026. Un dossier de demande de renouvellement a été déposé et fait actuellement l'objet d'une enquête publique.

L'exploitation se situe dans sa dernière phase quinquennale, avec un retard d'exploitation lié à un niveau de production ralenti par rapport au niveau autorisé.

La poursuite de l'exploitation en 2025 s'est concentrée sur le carreau de la carrière pour l'approfondissement à la côte 285 m NGF (côte minimale autorisée : 272 m NGF) et sur des opérations de remise en état sur la partie Nord des fronts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.4	Demande d'action corrective	6 mois
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Contrôles des vibrations	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 14.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.5	Sans objet
3	Suivi de l'exploitation et du réaménagement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.8	Sans objet
6	Surveillance de la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation s'est poursuivie en 2025 dans le respect de l'étude de stabilité. et s'est concentrée sur le carreau de la carrière.

Les principales non conformité relevées sont relatives au reboisement dans le cadre de la remise en état (absence de plantation sur les fronts nord, plantation insuffisante sur le bord de la route communale) et aux conditions de stockages des produits liquides dangereux (rétention insuffisante ou absente).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.5
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.
Constats : Sur l'année 2025, l'exploitation s'est poursuivie essentiellement sur la partie basse du carreau (partie sud), avec 6 tirs entre les côtes 277 et 287 m NGF. Le dernier tir (22/10/2025) a été réalisé sur le 1 ^{er} front, pour poursuivre l'approfondissement du carreau à la côte 285 m NGF, en allant vers le nord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.4
Thème(s) : Autre, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Les Municipalités de Commelle-Vernay et de Villerest et les riverains doivent être prévenus au préalable des tirs, selon des conditions concertées avec eux. Il sera fait une publicité suffisante de ces dates de tir. En préalable à l'abattage des matériaux, le pétitionnaire devra obtenir une autorisation d'emploi dès réception d'explosifs.
Constats : L'exploitant est autorisé à l'emploi dès réception des explosifs par arrêté préfectoral du 21/05/2021 (valable 5 ans). La vérification des 2 derniers tirs de mine permet de conclure au respect : <ul style="list-style-type: none">- de l'article 4 : quantité d'explosifs mise en œuvre inférieure à 1000 kg et quantité de détonateurs inférieure à 50 ; la charge maximale unitaire est inférieure à 76 kg.- de l'article 11 : l'exploitant tient un registre indiquant la date, la nature des produits, leur provenance, le poids ; les autres informations demandées dans l'article 11 (quantités non utilisées,

<p>identification des lots) sont indiquées sur les bons de livraison de la société MAXAM.</p> <p>Les informations transmises préalables au tir apparaissent cohérentes avec le registre.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de démontrer qu'une information est faite par sms au maire de Commelle-Vernay et par mail à la gendarmerie.</p> <p>En revanche, il n'informe pas la mairie de Villerest.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- L'exploitant doit informer systématiquement la mairie de Villerest.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Suivi de l'exploitation et du réaménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation et du réaménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, en liaison avec la municipalité de COMMELLE-VERNAY, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté.</p> <p>Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la lettre adressée à la mairie de Commelle-Vernay confirmant la date du 29/03/2025 pour une visite annuelle du site. Un mail de la Directrice Générale des Services de la mairie indique répond favorablement à cette invitation et indique la présence de 7 élus de la commune.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Remise en état</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de remise en état intègrent les aménagements suivants :</p>

- création de talus aux formes et dimensions hétérogènes (talus déstructurés obtenus en suivant les prédecoupage naturel du rocher), propices aux rapaces,
- végétalisation des talus, boisement en limite nord pour conforter le boisement existant et en bordure de la route communale,
- création de zones humides, propices aux amphibiens.

Constats :

Il s'agissait de vérifier les opérations de remise en état en cours et notamment concernant la partie Nord des fronts et la partie hors périmètre exploitable en bordure de route communale.

NB : l'aspect des talus et la création de zones humides n'est pas vérifié puisque ces mesures font l'objet d'une nouvelle étude paysagère dans le cadre du dossier en cours d'enquête publique.

La partie des fronts, au-dessus de l'ancienne installation fixe, est redécoupée pour créer des banquettes intermédiaires. Les banquettes situées à 320 et 330 mètres NGF ont été recouvertes de terres de découverte.

L'exploitant n'a procédé à aucune opération de végétalisation et de boisement.

Concernant la partie la plus nord, hors limite exploitable, on observe quelques plantations devant la salle de réunion et le long de la route.

Les sujets plantés en bordure de route ne sont toutefois pas bien implantés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit conforter les boisements comme prévu dans son étude d'impact de 2009 sur les fronts nord en limite des boisements existants et le long de la route communale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

I - Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche à l'intérieur d'un hangar. L'aire étanche est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Le hangar abrite également des stocks de produits liquides. On observe notamment :

- une rétention contenant un fût et 8 bidons dont le volume total est estimé à 330 litres alors que la rétention présente un volume de 150 litres soit moins que 50 % de la capacité des réservoirs associés,
- une cuve d'AD Blue et une cuve d'huile sans rétention.

On observe que tous les produits liquides sont stockés dans le hangar, sur dalle.

Par ailleurs, une ancienne cuve double peau ayant contenu des huiles doit être éliminée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mettre en conformité tous les stockages selon les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral,
- éliminer l'ancienne cuve double peau,
- et transmettre les justificatifs de la bonne mise en oeuvre de ces demandes (photos, factures...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux

Prescription contrôlée :

L'efficacité du bassin de décantation est vérifié par une analyse annuelle des eaux rejetées. En l'absence de rejet, un prélèvement est effectué dans le bassin.

Sont contrôlés pH, DCO, MES et teneur en hydrocarbures.

Un tel contrôle est renouvelée en cas de plainte fondée concernant la qualité des eaux rejetées.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser deux analyses le 17 janvier 2025 :

<ul style="list-style-type: none"> - une dans le bassin utilisé pour alimenter le système de brumisation sur les installations, - une en sortie de déshuileur. <p>Tous les résultats sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 14.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2°/ <u>Contrôle des vibrations</u> :</p> <p>Des mesures d'ébranlement dû aux tirs seront effectuées une fois par an pour une habitation parmi les plus proches du lieu du tir et pour le pont. Ces mesures seront confiées à un organisme spécialisé et à la charge de l'exploitant. Elles devront permettre de définir la méthode d'abattage garantissant une sécurité suffisante pour les habitations et pour le pont (modalités de tir, définition de la charge unitaire, etc...).</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront adressés à l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Tous les contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2025, l'exploitant a fait réaliser des mesures de vibrations au cours de 2 tirs de mine, le 18/06/2025 et le 22/10/2025.</p> <p>Sur ces 2 tirs, les mesures ont été réalisées sur le pont uniquement. Selon l'exploitant, une mesure devait être réalisée sur une habitation (de l'autre côté du pont) comme habituellement mais un chantier situé à proximité immédiate l'en a empêché.</p> <p>Pour rappel, l'arrêté ne détermine pas un lieu précis pour le mesurage mais « une habitation parmi les plus proches du lieu du tir ».</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en 2025 sont conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- l'exploitant est tenu de faire réaliser une mesure de vibration au niveau d'une habitation sur le prochain tir s'il a lieu en 2025 ; sinon, l'exploitant réalisera des mesures à l'occasion de 2 tirs de mine en 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois